

La Directrice du [Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes de l'OIT](#) a qualifié de «bonne nouvelle pour le monde du travail» les tout derniers progrès de certains pays pour porter plus de femmes aux hautes fonctions politiques.

«Plus de femmes dans le monde politique, c'est imprimer l'égalité entre hommes et femmes dans l'esprit des électeurs», explique Jane Hodges en commentant les récentes évolutions qui ont conduit plusieurs pays à nommer ou élire des femmes à de hautes fonctions politiques.

Parmi ces évolutions, on note, entre autres, la parité hommes/femmes au sein du gouvernement français et la nomination de la première femme à la présidence de la Commission de l'Union africaine.

«Les pays occidentaux ne caracolent pas forcément en tête en matière d'égalité hommes-femmes au niveau politique», selon Jane Hodges, qui ajoute que le Rwanda, pays d'Afrique centrale, a atteint la parité parlementaire dès 2003. Désormais, l'Afrique compte deux cheffes d'Etat au Libéria et au Malawi.

Cependant, même à des postes politiques élevés, les femmes peuvent être traitées injustement. Par exemple, plus que les hommes, leurs actes sont scrutés dans leurs moindres détails, y compris vestimentaires.

Le monde du travail peut mieux faire Ainsi, il faut persévérer pour améliorer l'égalité entre hommes et femmes, y compris dans le monde du travail.

Mme Hodges cite les principaux constats de l'étude intitulée [Gender balance in the International Labour Conference](#)

parue récemment sur la représentation hommes-femmes à la

[Conférence internationale du Travail](#)

, qui accueille chaque année plus de 3 000 représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs.

Les statistiques recueillies entre 2006 et 2012 révèlent que le nombre des participantes à la Conférence a de fait baissé – 26,9 pour cent en 2012 contre 28,5 pour cent en 2009.

Quant aux ministres qui ont pris la parole devant l'assemblée plénière de la Conférence, il apparaît que seuls 24,8 pour cent d'entre eux étaient des femmes, contre 29,3 pour cent l'année précédente.

Devant ce déficit de parité qui pose problème à l'ensemble de ses constituants, l'OIT a décidé

de répertorier les initiatives prises par les gouvernements dont les délégations comptaient au moins 50 pour cent de femmes en vue de partager celles-ci avec les autres délégations et d'inverser la tendance actuelle.

«L'élection ou la nomination d'une femme, dans le monde des affaires comme en politique, donne lieu, en règle générale, à une importante médiatisation. Donc améliorer la parité dans ces domaines, c'est envoyer un message très fort à toute la communauté, ce qui contribue à promouvoir le travail décent et l'autonomisation des femmes, à tous les niveaux», conclut Mme Hodges.